

**CAHIER DE GESTION**

**RÈGLEMENT DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS  
DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS**

| Responsabilité                                                     |   |
|--------------------------------------------------------------------|---|
| Direction générale                                                 |   |
| Service du secrétariat général et des communications               | ✓ |
| Services éducatifs aux jeunes                                      |   |
| Service de l'organisation scolaire et du transport                 |   |
| Service des ressources humaines                                    |   |
| Service des ressources financières                                 |   |
| Service des ressources matérielles et des bâtiments communautaires |   |
| Service des technologies de l'information                          |   |
| Établissements                                                     |   |

| Entrée en vigueur          |
|----------------------------|
| 2020-10-13                 |
| Résolution numéro          |
| DG 20-10-DEC-100           |
| Amendements                |
| CA 22-06-92<br>CA 25-06-71 |

# RÈGLEMENT DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES TROIS-LACS

## PRÉAMBULE

### *L'encadrement légal*

Le Centre de services scolaire est une personne morale de droit public constituée en vertu de la *Loi sur l'instruction publique*. La *Loi sur l'instruction publique (LIP)* attribue des pouvoirs, fonctions et responsabilités notamment au centre de services scolaire, au conseil d'administration, à la Direction générale, aux directions de service et aux directions d'établissement. Elle attribue aussi des pouvoirs, fonctions et responsabilités aux établissements, plus précisément au conseil d'établissement et à la direction d'établissement. Elle attribue également des fonctions, responsabilités ou devoirs généraux aux centres de services scolaire qui ne peuvent pas faire l'objet d'une délégation de pouvoirs.

L'article 174 de la *Loi sur l'instruction publique* accorde au conseil d'administration le pouvoir de déléguer certaines de ses fonctions et certains de ses pouvoirs au directeur général, à un directeur général adjoint, à une direction d'établissement ou de service, ou à tout autre membre du personnel-cadre. Des fonctions et pouvoirs peuvent aussi être délégués à un conseil d'établissement, au comité de répartition des ressources ou au comité d'engagement pour la réussite des élèves.

Le règlement précise les pouvoirs que le conseil d'administration du centre de services scolaire peut déléguer conformément à la loi. Cependant, le conseil d'administration conserve les pouvoirs qu'il n'a pas délégués. Il conserve également les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la LIP aux articles 9 à 12, 155, 162, 168, 170, 172, 174, 175.1, 176.1, 186, 193.1, 200 et lorsque le législateur utilise l'expression « conseil d'administration ».

Les pouvoirs délégués par le conseil d'administration impliquent une réelle discrétion de la part du délégataire à qui est attribué le pouvoir et non pas une simple exécution d'une décision déjà prise qui relève plutôt de la gestion courante.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que certains articles de la LIP attribuent des fonctions, des responsabilités ou des devoirs généraux au centre de services scolaire. Même s'ils utilisent l'expression « centre de services scolaire », ils ne font pas partie des pouvoirs qui peuvent être délégués. En effet, des pouvoirs tels « recevoir », « organiser », « s'assurer » ou « transmettre » constituent des fonctions, des responsabilités ou des devoirs généraux attribués au centre de services scolaire et non pas des pouvoirs impliquant la prise d'une décision réelle et discrétionnaire de la part du centre de services scolaire. Ils constituent des obligations sans caractère discrétionnaire pour le centre de services et ne peuvent donc pas faire l'objet d'une délégation de pouvoirs.

De même, l'article 8 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* et quatre règlements qui en découlent, l'article 16 de la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*, l'article 13 de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*, l'article 13 de la *Loi sur la laïcité de l'État* et l'article 17 de la *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes* permettent au conseil d'administration du centre de services scolaire de déléguer certains des pouvoirs qui lui sont conférés par ces lois.

### ***La sous-délégation interdite***

Les pouvoirs délégués ne peuvent être sous-délégués par le délégataire. En conséquence, le directeur général, un directeur général adjoint ou tout autre cadre ne peut confier à une autre personne un pouvoir qui lui est délégué en vertu du règlement. Il en est de même pour le conseil d'établissement, le comité de répartition des ressources et le comité d'engagement pour la réussite des élèves.

### ***La gestion courante***

De façon générale, le conseil d'administration se réserve l'établissement des grands encadrements administratifs tels que les orientations, les politiques, les règlements, le budget, ainsi que les modalités de contrôle du centre de services scolaire. Le directeur général est responsable de définir des normes et procédures administratives assurant le bon fonctionnement du centre de services scolaire.

En vertu des articles 201 et 202 de la LIP, le directeur général assure la gestion courante des activités et des ressources du centre de services scolaire. Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et il exerce les tâches que celui-ci lui confie. En vertu de l'article 203 de la LIP, le directeur général adjoint assiste le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, sous son autorité. En vertu de l'article 260 de la LIP, le personnel requis pour le fonctionnement du centre de services scolaire exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur général et le personnel affecté à un établissement exerce ses fonctions sous l'autorité de la direction d'établissement.

Dans l'exercice de sa gestion courante, un supérieur immédiat peut confier à un gestionnaire de son unité certaines responsabilités qu'il possède et qui ne découlent pas de pouvoirs délégués par règlement de délégation de pouvoirs. Les actes administratifs reliés aux postes occupés par les gestionnaires ou prévus expressément par la loi ne font l'objet d'aucune délégation et ils doivent être exercés par les gestionnaires concernés en conformité avec les encadrements législatifs et administratifs en vigueur, afin d'assurer le bon fonctionnement de chacune des unités administratives du centre de services scolaire.

## **PRINCIPES DE GOUVERNANCE**

### ***La responsabilisation***

Le gestionnaire dispose de latitude dans l'exercice de ses fonctions et des pouvoirs qui lui sont dévolus. La gestion responsable réfère également à l'engagement et à la prise en compte des conséquences des choix qui sont faits et des décisions qui sont prises.

### ***La décentralisation***

Afin de rendre plus autonomes ses unités administratives, le centre de services scolaire leur délègue certaines fonctions et certains pouvoirs de décision.

### ***La proximité***

Personne n'étant mieux placé que celle qui est le plus près de l'action pour agir, selon les circonstances, la proximité de décision permet d'évaluer, afin de juger le mieux, la juste appréciation de ce qui revient à chacun. Elle permet, en même temps, le second regard afin de prendre la décision rencontrant le mieux l'intérêt supérieur de l'unité administrative concernée et de l'organisation.

### ***La confiance***

La confiance est une assise nécessaire. Le principe suppose que le gestionnaire qui aura à prendre une décision au niveau le plus près pourra le faire sans toujours obtenir, au préalable, l'assentiment de l'organisation. En corollaire au principe de confiance, s'inscrit l'importance du traitement bienveillant lors d'une erreur commise de bonne foi dans l'esprit d'une organisation apprenante. Tout cela ne se comprend et ne peut se comprendre sans rechercher la cohérence des actions et la cohésion des acteurs.

## **PRINCIPES DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

### ***L'autonomisation (« empowerment »)***

Une partie du pouvoir de décision et d'action est transférée aux acteurs directement concernés de telle sorte que l'agent de l'administration acquiert la maîtrise des moyens qui lui permettent de mieux utiliser ses ressources et renforcer son autonomie d'action.

### ***Le jugement***

L'agent qui dispose de fonctions et pouvoirs doit avoir la capacité et la possibilité d'exercer un jugement sur la meilleure décision à prendre, dans les circonstances. Ainsi, il doit disposer de l'information pertinente, des moyens nécessaires et des marges d'actions appropriées. Il doit pouvoir reposer son jugement sur la confiance et le traitement bienveillant de l'autorité supérieure.

### ***La proximité***

L'agent de l'administration le mieux placé pour prendre la décision est souvent celui qui est le plus près de l'action.

Cependant, il y a des circonstances ou situations où l'agent le mieux placé pour prendre la décision la plus appropriée est celui qui dispose du plus large spectre d'informations et de possibilités d'action. Non seulement, en pareilles circonstances, l'on vise à ne pas heurter inutilement l'individu, mais également le plus grand ensemble. Alors, le décideur est celui qui est en position de juger de l'impact d'ensemble de la décision à prendre.

L'agent qui dispose des fonctions et pouvoirs pour la prise de décision dispose des pouvoirs implicites nécessaires et immédiats pour rendre possible la prise de décision.

### ***La cohérence***

La recherche de la cohérence des divers éléments de l'organisation entre eux, de même qu'avec son ensemble. Dans le contexte d'une gouvernance éthique, la coordination des différents éléments, en vue de l'atteinte de l'efficacité, doit se faire en s'assurant que l'organisation demeure fidèle à sa mission et cohérente par rapport à ses valeurs.

### ***La pertinence***

Les fonctions et pouvoirs doivent être exercés par l'autorité la plus pertinente au regard de leurs enjeux, leur finalité, et ce, dans le respect des principes précédemment énoncés. Ainsi, s'il est reconnu que les fonctions et pouvoirs à caractère politique, normatif ou réglementaire ainsi que les décisions structurantes sont généralement du ressort de l'autorité politique, les actes administratifs relatifs à la gestion courante du centre de services scolaire sont, quant à eux, l'apanage des gestionnaires.

## ***La subsidiarité***

La *Loi sur l'instruction publique* définit le principe de subsidiarité comme « le principe selon lequel les pouvoirs et les responsabilités doivent être délégués au niveau approprié d'autorité en recherchant une répartition adéquate des lieux de décision et en ayant le souci de les rapprocher le plus possible des élèves, des autres personnes ou des communautés concernés ». La subsidiarité peut, à l'occasion, être ascendante, lorsque la prise de décision nécessite une vue d'ensemble plus large.

## **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. Le préambule fait partie intégrante du règlement.
2. Le conseil d'administration délègue ses pouvoirs au directeur général, aux directeurs généraux adjoints, aux directions d'établissement, aux autres membres du personnel-cadre du centre de services scolaire, à un conseil d'établissement, au comité de répartition des ressources ou au comité d'engagement pour la réussite des élèves, selon les dispositions ci-après énoncées et tel que précisé au tableau de répartition ci-joint, lesquels font partie intégrante du règlement.
3. Le délégataire doit rendre compte des actes posés en vertu du présent règlement suivant les modalités déterminées par le conseil d'administration pour les pouvoirs délégués au directeur général et par le directeur général pour les pouvoirs délégués aux autres délégataires.
4. Aucun des actes posés en vertu du présent règlement ne doit entraîner des dépenses au-delà de celles acceptées dans les budgets adoptés.
5. Le délégataire a le pouvoir d'exiger des établissements et des conseils d'établissement tout renseignement ou document estimé nécessaire à l'exercice de ses fonctions et pouvoirs, à la date et dans la forme prescrite (articles 81 et 218.1 LIP).
6. Le délégataire a le pouvoir de former des comités reliés à l'exercice de ses juridictions déléguées.
7. Le délégataire procède aux consultations nécessaires à l'exercice de ses juridictions déléguées.
8. Le délégataire peut requérir toute recommandation ou tout rapport pertinent à l'exercice de ses juridictions déléguées.
9. Les actes posés en vertu du présent règlement doivent l'être dans le respect des lois et des règlements applicables, de même que dans le respect des règlements et des politiques du centre de services scolaire et des conventions collectives.
10. Lorsqu'une valeur monétaire est indiquée au présent règlement dans le cadre d'une prestation ou d'une entente, les seuils juridictionnels s'établissent en fonction de la valeur globale de la prestation ou de l'entente, taxes en sus.
11. En cas d'incapacité d'agir du directeur général, ses pouvoirs sont exercés par le directeur général adjoint désigné par le ministre.

12. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'un directeur général adjoint, ses pouvoirs délégués sont exercés par le directeur général ou un directeur général adjoint que ce dernier désigne.
13. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'une direction d'établissement, ses pouvoirs délégués sont exercés par sa direction adjointe ou la direction adjointe désignée si elle en a plus d'une. Cependant, en cas d'incapacité d'agir prolongée, ses pouvoirs délégués sont exercés par la personne désignée par la Direction générale.
14. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir d'une direction de service qui n'a pas de direction adjointe ou dont la direction adjointe désignée est également absente ou dans l'incapacité d'agir, ses pouvoirs délégués sont exercés par son supérieur immédiat.
15. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir de tout autre cadre, ses pouvoirs délégués sont exercés par son supérieur immédiat.
16. La délégation d'un pouvoir implique la pleine et entière compétence sur les fonctions et pouvoirs qui sont délégués aux gestionnaires, incluant tous les actes nécessaires découlant de leur exercice (représentation, négociation, signature, paiement, etc.)

## **SITUATION D'URGENCE**

1. En situation d'urgence et après consultation du président du conseil d'administration, selon le cas et si possible, le directeur général peut prendre les décisions requises pour et au nom du centre de services scolaire lorsqu'une séance du conseil d'administration ne peut être tenue dans les délais.
2. Dans toutes les actions d'urgence, le directeur général est également mandaté pour signer les documents pertinents à la sauvegarde des intérêts du centre de services scolaire.
3. Le directeur général fait rapport à ce sujet au conseil d'administration dans les meilleurs délais.

## ABRÉVIATIONS

|                                                                                       |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Conseil d'administration .....                                                        | CA        |
| Directeur d'école .....                                                               | DE        |
| Directeur d'école secondaire .....                                                    | DES       |
| Directeur de centre .....                                                             | DC        |
| Directeur général .....                                                               | DG        |
| Directeur du Secrétariat général et des communications .....                          | DSGC      |
| Directeur du Service des technologies de l'information .....                          | DTI       |
| Directeur du Service des services éducatifs aux jeunes .....                          | DSEJ      |
| Directeur du Service des ressources financières.....                                  | DRF       |
| Directeur du Service des ressources humaines.....                                     | DRH       |
| Directeur du Service de l'organisation scolaire et du transport .....                 | DOST      |
| Directeur du Service des ressources matérielles et des bâtiments communautaires ..... | DRMBC     |
| Supérieur immédiat.....                                                               | Sup. imm. |

## ACRONYMES

|        |                                                                                                                                    |       |                                                                                                                                               |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CAG    | Centre d'acquisitions gouvernementales                                                                                             | LGCE  | Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État |
| CGTSIM | Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal                                                                         |       |                                                                                                                                               |
| CSPQ   | Centre de services partagés du Québec                                                                                              |       |                                                                                                                                               |
| DCGR   | Directive concernant la gestion des risques en matière de corruption et de collusion dans les processus de gestion contractuelle   | LGGRI | Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises gouvernementales              |
| DGC    | Directive concernant la gestion des contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics | LIP   | Loi sur l'instruction publique                                                                                                                |
|        |                                                                                                                                    | LMRI  | Loi sur le ministère des Relations internationales                                                                                            |
| DRC    | Directive concernant la reddition de comptes en gestion contractuelle des organismes publics                                       | LSST  | Loi sur la santé et la sécurité du travail                                                                                                    |
|        |                                                                                                                                    | RAI   | Réponse à l'intervention                                                                                                                      |
| LAI    | Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels                            | RCA   | Règlement sur certains contrats d'approvisionnement des organismes publics                                                                    |
|        |                                                                                                                                    | RCS   | Règlement sur certains contrats de service des organismes publics                                                                             |
| LAMP   | Loi sur l'autorité des marchés publics                                                                                             | RCTC  | Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics                                                                  |
| LATMP  | Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles                                                                  |       |                                                                                                                                               |
| LCOP   | Loi sur les contrats des organismes publics                                                                                        | RCTI  | Règlement sur les contrats des organismes publics en matière de technologies de l'information                                                 |
| LFDAR  | Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics                                              |       |                                                                                                                                               |

|    | SUJETS                                                                                                                                                                                                                 |                        | CA        | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                             |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------|----|----------|-----------|---------------------|------------------------------------------|
|    | <b>POUVOIRS GÉNÉRAUX</b>                                                                                                                                                                                               |                        |           |    |          |           |                     |                                          |
| 1. | Disposer dans les 45 jours suivant sa réception de la demande de révision d'une décision visant un élève.                                                                                                              | LIP 9 à 12             | X         |    |          |           |                     | Ce pouvoir ne peut être délégué.         |
| 2. | Instituer : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ un comité consultatif de gestion ;</li> <li>▪ un comité de répartition des ressources ;</li> <li>▪ un comité d'engagement pour la réussite des élèves.</li> </ul> | LIP 183, 193.2, 193.6  |           | X  |          |           |                     |                                          |
| 3. | Instituer un comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation et d'apprentissage.<br><br>Déterminer le nombre de représentants de chaque groupe.                         | LIP 185<br><br>LIP 186 | <br><br>X |    | DSEJ     |           |                     | <br><br>Ce pouvoir ne peut être délégué. |
| 4. | Instituer un comité consultatif de transport.                                                                                                                                                                          | LIP 188                |           | X  |          |           |                     |                                          |
| 5. | Instituer : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ un comité de gouvernance et d'éthique ;</li> <li>▪ un comité de vérification ;</li> <li>▪ un comité des ressources humaines.</li> </ul>                           | LIP 193.1              | X         |    |          |           |                     |                                          |
| 6. | Désigner les membres du personnel aux différents comités du centre de services scolaire.                                                                                                                               |                        |           | X  |          |           |                     |                                          |
| 7. | Conclure une entente avec un gouvernement étranger ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation.                                             | LIP 214                | X         |    |          |           |                     |                                          |

Note : La colonne « CA » indique les pouvoirs du conseil d'administration. Elle apparaît à titre indicatif.



|                       | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                   |                      | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|-----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
| 16.                   | Affilier le centre de services scolaire à des organismes.                                                                                                                                                                                                |                      |    | X  |          |           |                     |              |
| 17.                   | Déterminer l'endroit du territoire où sera situé le siège social.                                                                                                                                                                                        | LIP 115              | X  |    |          |           |                     |              |
| 18.                   | Attester des documents et des copies de documents émanant du centre de services scolaire, incluant les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, en cas d'absence du secrétaire général.                                                   | LIP 172              |    | X  |          |           |                     |              |
| <b>ÉTABLISSEMENTS</b> |                                                                                                                                                                                                                                                          |                      |    |    |          |           |                     |              |
| 19.                   | Établir, modifier ou révoquer l'acte d'établissement d'une école ou d'un centre.                                                                                                                                                                         | LIP 39, 40, 100, 101 | X  |    |          |           |                     |              |
| 20.                   | Modifier, après adoption du plan triennal et des actes d'établissements, un acte d'établissement d'une école ou d'un centre en cours d'année.                                                                                                            |                      |    | X  |          |           |                     |              |
| 21.                   | Demander à une école, après consultation du conseil d'établissement, de dispenser des services éducatifs de l'éducation préscolaire aux élèves inscrits en vertu de l'article 224.1 LIP.                                                                 | LIP 37.2             |    | X  |          |           |                     |              |
| 22.                   | Demander à une école de dispenser un programme de formation générale à l'élève admis à un programme de formation professionnelle dans un centre de formation professionnelle ou une entreprise qui satisfait aux conditions déterminées par le ministre. | LIP 38               |    | X  |          |           |                     |              |
| 23.                   | Demander à un centre d'éducation des adultes de dispenser un programme de formation générale à un élève admis en formation professionnelle ou dans une entreprise.                                                                                       | LIP 98, al. 1        |    | X  |          |           |                     |              |
| 24.                   | Demander à un centre de formation professionnelle de dispenser un programme de formation générale.                                                                                                                                                       | LIP 98, al. 2        |    |    | DSEJ     |           |                     |              |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |           | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES              |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|----|----------|-----------|---------------------|---------------------------|
| 25. | Établir une école aux fins d'un projet particulier.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | LIP 240   | X  |    |          |           |                     | Autorisation du ministre. |
| 26. | Conclure des ententes avec les corps de police desservant le territoire du centre de services scolaire concernant les modalités d'intervention de ces corps de police en cas d'urgence et lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence leur est signalé.                                                                                                                                | LIP 214.1 |    | X  |          |           |                     |                           |
| 27. | Conclure une entente avec un établissement, un autre organisme du réseau de la santé et des services sociaux ou un organisme communautaire œuvrant sur son territoire, en vue de convenir des services offerts aux élèves lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est signalé.                                                                                                     | LIP 214.2 |    | X  |          |           |                     |                           |
| 28. | Conclure un contrat d'association avec un collège d'enseignement général et professionnel.                                                                                                                                                                                                                                                                                              | LIP 215.1 | X  |    |          |           |                     | Autorisation du ministre. |
| 29. | Conclure toute entente visant à favoriser le partage de ressources avec d'autres organismes publics ou des établissements d'enseignement privés.                                                                                                                                                                                                                                        | LIP 215.2 |    | X  |          |           |                     |                           |
| 30. | Suspendre l'enseignement dans les établissements en situation d'urgence et les fermer, s'il y a lieu.                                                                                                                                                                                                                                                                                   |           |    | X  |          |           |                     |                           |
| 31. | Mettre en demeure un établissement qui refuse de se conformer à la loi ou à un règlement du gouvernement, du ministre ou du centre de services scolaire ; à défaut par l'établissement de s'y conformer dans le délai déterminé, prendre les moyens appropriés pour assurer le respect de la loi et des règlements, notamment en substituant ses décisions à celles de l'établissement. | LIP 218.2 |    | X  |          |           |                     |                           |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                    | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                |
|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|---------------------------------------------|
|     | <b>CONSEIL D'ÉTABLISSEMENT</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                    |    |    |          |           |                     |                                             |
| 32. | Déterminer le nombre de membres parents et le nombre de membres du personnel du conseil d'établissement d'une école.                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | LIP 43             |    |    | DSGC     |           |                     |                                             |
| 33. | Modifier les règles de composition du conseil d'établissement lorsque moins de 60 élèves sont inscrits dans une école.                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | LIP 44             |    |    | DSGC     |           |                     |                                             |
| 34. | Déterminer le nombre de représentants de chaque groupe au conseil d'établissement d'un centre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | LIP 103            |    |    | DSGC     |           |                     |                                             |
| 35. | Nommer les représentants des groupes socioéconomiques et communautaires et des entreprises au conseil d'établissement d'un centre.                                                                                                                                                                                                                                                                                           | LIP 102            |    |    |          |           |                     | Pouvoir délégué au conseil d'établissement. |
| 36. | Ordonner que les fonctions et pouvoirs du conseil d'établissement soient suspendus et qu'ils soient exercés par le directeur de l'établissement et en déterminer la période lorsqu'après trois convocations consécutives à l'intervalle d'au moins sept jours, une séance de ce conseil d'établissement n'a pu être tenue faute de quorum.                                                                                   | LIP 62             |    | X  |          |           |                     |                                             |
|     | <b>SERVICES ÉDUCATIFS</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                    |    |    |          |           |                     |                                             |
| 37. | <p>Conclure une entente avec un autre centre de services scolaire, un organisme ou une personne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ si elle ne peut assurer la prestation des services d'enseignement au préscolaire, primaire, au secondaire et des services complémentaires ;</li> <li>▪ si elle ne peut assurer la prestation des services d'alphabétisation et des services d'éducation populaire.</li> </ul> | LIP 209<br>LIP 213 |    |    | DSEJ     | DC        |                     |                                             |

|                                                            | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                        | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                                           |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|------------------------------------------------------------------------|
| 38.                                                        | Adopter le plan d'engagement vers la réussite éducative du centre de services scolaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | LIP<br>193.7 à<br>193.9,<br>209.1,<br>459.1 à<br>459.4 | X  |    |          |           |                     |                                                                        |
| <b>Application des régimes pédagogiques et dérogations</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                        |    |    |          |           |                     |                                                                        |
| 39.                                                        | Accepter les demandes de dérogation aux régimes pédagogiques, pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un élève, en regard de l'admission des élèves à l'école et de la fréquentation scolaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pour les écoles primaires et secondaires ;</li> <li>▪ pour les centres de formation professionnelle et d'éducation des adultes.</li> </ul> | LIP 222, 246                                           |    |    | DSEJ     | DC        |                     |                                                                        |
| 40.                                                        | Demander au ministre une dérogation aux règles de sanction des études.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | LIP 222, 460                                           |    |    | DSEJ     | DC        |                     |                                                                        |
| 41.                                                        | Permettre une dérogation à une disposition du régime pédagogique pour favoriser la réalisation d'un projet pédagogique.                                                                                                                                                                                                                                                                                       | LIP 222                                                |    |    | DSEJ     | DC        |                     |                                                                        |
| 42.                                                        | Dispenser d'une matière prévue aux régimes pédagogiques un élève qui a besoin de mesures d'appui dans les programmes de la langue d'enseignement, d'une langue seconde ou des mathématiques.                                                                                                                                                                                                                  | LIP 222.1                                              |    |    |          | X         |                     |                                                                        |
| 43.                                                        | Permettre à une école de remplacer un programme d'études établi par le ministre par un programme d'études local.                                                                                                                                                                                                                                                                                              | LIP 222.1                                              |    | X  |          |           |                     | Autorisation du ministre.<br>Approbation du programme par le ministre. |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES              |
|-----|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----|----|----------|-----------|---------------------|---------------------------|
|     | <b>Organisation des services éducatifs</b>                                                                                                                                                                                                                                                                         |                |    |    |          |           |                     |                           |
| 44. | Déterminer les services éducatifs dispensés par chaque école et chaque centre.                                                                                                                                                                                                                                     | LIP 236, 251   |    | X  |          |           |                     |                           |
| 45. | Élaborer et offrir des programmes d'études conduisant à une fonction de travail ou à une profession pour lesquels elle peut délivrer une attestation de capacité.                                                                                                                                                  | LIP 223, 246.1 |    |    |          | DC        |                     | Autorisation du ministre. |
| 46. | Conclure une entente particulière, pour la prestation de services de l'éducation préscolaire et des services d'enseignement au primaire et au préscolaire, avec un centre de services scolaire ou un organisme scolaire au Canada qui offrent des services éducatifs équivalents à ceux visés par la présente loi. | LIP 213        |    |    | DSEJ     |           |                     |                           |
| 47. | Conclure une entente avec un établissement qui exploite un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse qui œuvre sur son territoire en vue de convenir de la prestation des services à offrir à un enfant et à ses parents par les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.          | LIP 214.3      |    |    | DSEJ     |           |                     |                           |
| 48. | Établir un programme pour chaque service éducatif complémentaire et particulier visé par le régime pédagogique en formation générale des jeunes.                                                                                                                                                                   | LIP 224        |    |    | DSEJ     |           |                     |                           |
| 49. | Conclure une entente particulière avec un autre centre de services scolaire, un organisme ou une personne pour la prestation des services complémentaires et particuliers.                                                                                                                                         | LIP 213        |    |    | DSEJ     |           |                     |                           |
| 50. | Établir un programme pour chaque service éducatif complémentaire et d'éducation populaire visé au régime pédagogique dans les centres de formation professionnelle d'éducation des adultes.                                                                                                                        | LIP 247        |    |    |          | DC        |                     |                           |

|                                      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                         |         | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                              |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----|----|----------|-----------|---------------------|-----------------------------------------------------------|
| 51.                                  | Conclure une entente avec un organisme sportif ou artistique, pour l'offre d'un programme de Sport-études ou d'Art-études.                                                                                                                     |         |    |    |          | DES       |                     |                                                           |
| 52.                                  | Conclure une entente pour des services d'alphabétisation et des services d'éducation populaire.                                                                                                                                                | LIP 213 |    |    |          | DC        |                     |                                                           |
| 53.                                  | Conclure une entente particulière de formation avec les entreprises, y incluant l'organisation de stages de formation ou d'apprentissage en entreprise.                                                                                        | LIP 213 |    |    |          | DC        |                     |                                                           |
| 54.                                  | Conclure une entente avec toute personne ou tout organisme sur les contenus des programmes dans les domaines qui ne relèvent pas de la compétence du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.                                           | LIP 224 |    | X  |          |           |                     | Tel que le ministère de la Santé et des Services sociaux. |
| 55.                                  | Conclure une entente avec les ministères, d'autres organismes extérieurs pour la réalisation de projets pour lesquels le centre de services scolaire a reçu une subvention particulière.                                                       |         |    | X  |          |           |                     |                                                           |
| <b>Évaluation des apprentissages</b> |                                                                                                                                                                                                                                                |         |    |    |          |           |                     |                                                           |
| 56.                                  | Déterminer les matières pour lesquelles seront imposées des épreuves internes à la fin de chaque cycle du primaire et du premier cycle du secondaire.                                                                                          | LIP 231 |    |    | DSEJ     |           |                     |                                                           |
| 57.                                  | Imposer des épreuves internes dans les matières où il n'y a pas d'épreuve imposée par le ministère et pour lesquelles des unités sont obligatoires pour la délivrance du diplôme d'études secondaires ou du diplôme d'études professionnelles. | LIP 249 |    |    |          | DES<br>DC |                     |                                                           |
| 58.                                  | Reconnaître, conformément aux critères ou conditions établis par le ministre, les apprentissages faits par un élève autrement que de la manière prescrite par le régime pédagogique.                                                           | LIP 232 |    |    | DSEJ     |           |                     |                                                           |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |              | CA | DG | SERVICES         | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                       |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----|----|------------------|-----------|---------------------|------------------------------------|
|     | <b>Inscription des élèves</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |    |    |                  |           |                     |                                    |
| 59. | Déterminer les critères d'inscription.                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | LIP 239      | X  |    |                  |           |                     | Consultation du comité de parents. |
| 60. | Approuver les transferts d'élèves requis entre les écoles du centre de services scolaire conformément aux critères d'inscription.                                                                                                                                                                                                                 | LIP 239, 240 |    |    | DOST             |           |                     |                                    |
| 61. | Admettre un enfant à l'éducation préscolaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 5 ans, ou l'admettre à l'enseignement primaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 6 ans.<br><br>Admettre à l'enseignement primaire l'enfant admis à l'éducation préscolaire qui a atteint l'âge de 5 ans. | LIP 241.1    |    |    | DSEJ<br><br>DSEJ |           |                     |                                    |
| 62. | Établir les règles pour le passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire et celles pour le passage du premier au second cycle du secondaire.                                                                                                                                                                                     | LIP 233      |    |    | DSEJ             |           |                     |                                    |
|     | <b>Fréquentation scolaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |    |    |                  |           |                     |                                    |
| 63. | Dispenser un élève de l'obligation de fréquenter une école en raison de maladie ou pour recevoir des soins ou traitements médicaux requis par son état de santé.                                                                                                                                                                                  | LIP 15       |    |    | DSEJ             |           |                     |                                    |
| 64. | Dispenser un élève de l'obligation de fréquenter une école à la demande des parents d'un élève en raison d'un handicap physique ou mental qui l'empêche de fréquenter l'école.                                                                                                                                                                    | LIP 15       |    |    | DSEJ             |           |                     |                                    |
| 65. | Déterminer, pour les élèves bénéficiant de l'enseignement à la maison, les modalités d'accès gratuit aux services complémentaires, locaux, manuels scolaires, matériel didactique, épreuves imposées par le                                                                                                                                       | LIP 15       |    |    | DSEJ             |           |                     |                                    |

|                              | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                               |              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                                                                 |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----|----|----------|-----------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
|                              | ministre, et aux épreuves imposées par le centre de services scolaire.                                                                                                                                                                               |              |    |    |          |           |                     |                                                                                              |
| 66.                          | Établir les modalités pour s'assurer de la fréquentation scolaire.                                                                                                                                                                                   | LIP 18       |    |    | DSEJ     |           |                     |                                                                                              |
| 67.                          | Transférer d'une école à une autre, un élève, pour une cause juste et suffisante, à la demande d'un directeur d'école.                                                                                                                               | LIP 242      |    | X  |          |           |                     | Donner à l'élève et à ses parents l'occasion d'être entendus.<br>Délai de 10 jours.          |
| 68.                          | Expulser un élève de toutes les écoles du centre de services scolaire, pour une cause juste et suffisante, à la demande d'un directeur d'école, dans un délai de 10 jours.                                                                           | LIP 15, 242  |    | X  |          |           |                     | L'élève et ses parents doivent être entendus.<br>Délai de 10 jours.<br>Signalement à la DPJ. |
| <b>ORGANISATION SCOLAIRE</b> |                                                                                                                                                                                                                                                      |              |    |    |          |           |                     |                                                                                              |
| 69.                          | Déterminer la répartition des locaux ou immeubles ou leur utilisation entre les établissements établis dans les mêmes locaux ou immeubles.                                                                                                           |              |    |    | DOST     |           |                     |                                                                                              |
| 70.                          | Établir l'horaire des établissements.                                                                                                                                                                                                                | LIP 292      |    |    |          | X         |                     | En concertation avec DRF.                                                                    |
| 71.                          | Établir le calendrier scolaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>de la formation générale des jeunes ;</li> <li>de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle.</li> </ul>                                           | LIP 238, 252 | X  |    |          | DC        |                     | Consultation du comité de parents.                                                           |
| <b>TRANSPORT SCOLAIRE</b>    |                                                                                                                                                                                                                                                      |              |    |    |          |           |                     |                                                                                              |
| 72.                          | Conclure des ententes et des contrats pour l'organisation du transport scolaire.                                                                                                                                                                     | LIP 291      | X  |    |          |           |                     |                                                                                              |
| 73.                          | Conclure une entente pour organiser le transport des élèves d'un autre centre de services scolaire, d'un établissement d'enseignement privé, d'une institution dont le régime d'enseignement est l'objet d'une entente internationale ou d'un cégep. | LIP 294      |    | X  |          |           |                     |                                                                                              |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                          |                   | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|-----|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
| 74. | Autoriser le versement à un élève d'un montant destiné à couvrir en tout ou en partie ses frais de transport.                                                                                                                                                                   | LIP 299           |    |    | DOST     |           |                     |              |
| 75. | Déterminer les conditions d'accessibilité au transport de même que les coûts et modalités.                                                                                                                                                                                      | LIP 291, 292, 298 | X  |    |          |           |                     |              |
| 76. | Approuver les changements de raison sociale des transporteurs.                                                                                                                                                                                                                  |                   |    |    | DOST     |           |                     |              |
| 77. | Approuver les ventes et les transferts de contrats de transport scolaire.                                                                                                                                                                                                       |                   |    |    | DOST     |           |                     |              |
| 78. | Autoriser les contrats de moins d'un an pour le transport des élèves, conformément aux budgets approuvés.                                                                                                                                                                       |                   |    |    | DOST     |           |                     |              |
| 79. | Suspendre un élève du transport scolaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>pour une ou plusieurs périodes temporaires, conformément à la <i>Politique de transport scolaire</i> ;</li> <li>définitivement, conformément à la Politique de transport scolaire.</li> </ul> |                   |    |    | DOST     | X         |                     |              |
| 80. | Conclure des ententes avec les transporteurs scolaires pour les activités complémentaires de l'établissement, en établir les modalités de financement et en réclamer le coût aux parents.                                                                                       | LIP 291           |    |    |          | X         |                     |              |
| 81. | Autoriser les modifications aux circuits de transport scolaire selon les conditions prévues aux contrats de transport scolaire.                                                                                                                                                 |                   |    |    | DOST     |           |                     |              |
| 82. | Suspendre le transport scolaire en situation d'urgence.                                                                                                                                                                                                                         |                   |    | X  |          |           |                     |              |
| 83. | Autoriser les élèves, autres que ceux pour lesquels est organisé le transport des élèves, à utiliser ce service jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles et des critères établis.                                                                                    | LIP 298           |    |    | DOST     |           |                     |              |

|     | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                   |              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                                           |
|-----|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----|----|----------|-----------|---------------------|------------------------------------------------------------------------|
|     | <b>SERVICES À LA COMMUNAUTÉ</b>                                                                                                                                                                                                                          |              |    |    |          |           |                     |                                                                        |
| 84. | Convenir avec le conseil d'établissement des modalités d'organisation et assurer des services de garde pour les élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.                                                                         | LIP 256, 258 |    |    |          | X         |                     |                                                                        |
| 85. | Déterminer la contribution financière des utilisateurs des services de garde.                                                                                                                                                                            | LIP 256, 258 |    |    |          | X         |                     | Conformément aux tarifs fixés par règlement et aux règles budgétaires. |
| 86. | Conclure une entente avec un autre centre de services scolaire, un établissement d'enseignement, une municipalité ou un organisme communautaire de son territoire pour le partage de biens ou de services ainsi que la mise en place de projets communs. | LIP 267      |    | X  |          |           |                     |                                                                        |
| 87. | Conclure une entente de partenariat pour établir, maintenir ou améliorer en commun une école, un centre de formation professionnelle, un centre d'éducation des adultes ou un établissement d'enseignement collégial.                                    | LIP 267      |    | X  |          |           |                     |                                                                        |
| 88. | Contracter ou signer toute déclaration lorsque la situation n'est pas autrement prévue au présent règlement et qu'aucune valeur monétaire n'est prévue au contrat, à l'entente ou au protocole.                                                          |              |    | X  |          |           |                     |                                                                        |
| 89. | Signer différents documents en tant que répondant de son secteur d'activité, dans le cadre des politiques et règlements en vigueur.                                                                                                                      |              |    | X  | X        | X         |                     |                                                                        |
|     | <b>RESSOURCES HUMAINES</b>                                                                                                                                                                                                                               |              |    |    |          |           |                     |                                                                        |
| 90. | Approuver les plans d'effectifs du personnel-cadre, professionnel et de soutien.                                                                                                                                                                         | LIP 259      |    | X  |          |           | X                   |                                                                        |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |         | CA | DG | SERVICES               | DIR. ÉTA.              | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----|----|------------------------|------------------------|---------------------|--------------|
|      | <b>Engagement, nomination, affectation, fin d'emploi</b>                                                                                                                                                                                                                                                    |         |    |    |                        |                        |                     |              |
| 91.  | Nommer un ou des directeurs généraux adjoints.                                                                                                                                                                                                                                                              | LIP 198 |    | X  |                        |                        |                     |              |
| 92.  | Nommer un secrétaire général.                                                                                                                                                                                                                                                                               | LIP 259 |    | X  |                        |                        |                     |              |
| 93.  | Nommer un responsable des services à l'éducation des adultes.                                                                                                                                                                                                                                               | LIP 264 |    | X  |                        |                        |                     |              |
| 94.  | Nommer un responsable des services éducatifs aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.                                                                                                                                                                             | LIP 265 |    | X  |                        |                        |                     |              |
| 95.  | Engager, nommer et affecter les directions de service et les directions d'établissement.                                                                                                                                                                                                                    |         |    | X  |                        |                        | X                   |              |
| 96.  | Engager, nommer et affecter les autres cadres des unités administratives.                                                                                                                                                                                                                                   |         |    | X  |                        |                        | X                   |              |
| 97.  | Engager et affecter le personnel professionnel, enseignant et de soutien régulier.                                                                                                                                                                                                                          |         |    |    | DRH                    |                        |                     |              |
| 98.  | Engager et affecter le personnel professionnel, enseignant et de soutien temporaire, et mettre fin à son emploi.                                                                                                                                                                                            |         |    |    | DRH                    |                        |                     |              |
| 99.  | Imposer des mesures disciplinaires de type avertissement ou réprimande : <ul style="list-style-type: none"> <li>aux cadres et hors-cadres qui relèvent directement du directeur général ;</li> <li>aux autres cadres et gérants ;</li> <li>au personnel enseignant, professionnel et de soutien.</li> </ul> |         |    | X  | Sup. imm.<br>Sup. imm. | Sup. imm.<br>Sup. imm. |                     |              |
| 100. | Imposer une suspension : <ul style="list-style-type: none"> <li>aux cadres et hors-cadres qui relèvent directement du directeur général ;</li> <li>aux autres cadres et gérants ;</li> <li>au personnel enseignant, professionnel et de soutien.</li> </ul>                                                 |         |    | X  | DRH<br>DRH             |                        |                     |              |

|                             | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |               | CA | DG         | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                                                                                     |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|----|------------|----------|-----------|---------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 101.                        | Procéder au congédiement et à la résiliation du mandat des hors-cadres qui relèvent directement du directeur général.                                                                                                                                                                                                             |               |    | X          |          |           |                     |                                                                                                                  |
| 102.                        | Procéder au congédiement : <ul style="list-style-type: none"> <li>des cadres qui relèvent directement du DGA ou du directeur général ;</li> <li>de toutes les autres catégories de personnel.</li> </ul>                                                                                                                          |               |    | X<br><br>X |          |           |                     | Ce pouvoir ne peut être délégué qu'en conformité avec les ententes locales.                                      |
| <b>Relations de travail</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |               |    |            |          |           |                     |                                                                                                                  |
| 103.                        | Prendre les mesures pour régler les problèmes, griefs et mécontentements concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>le personnel hors-cadre et le personnel-cadre relevant directement du directeur général ;</li> <li>le personnel-cadre et de gérance ;</li> <li>toutes les autres catégories de personnel.</li> </ul> |               |    | X<br><br>X | DRH      |           |                     | Directeur général adjoint si le cadre relève de lui.<br><br>Directeur général adjoint si le cadre relève de lui. |
| 104.                        | Autoriser les ententes à l'amiable impliquant : <ul style="list-style-type: none"> <li>une somme de moins de 25 000 \$ ;</li> <li>une somme entre 25 000 \$ et 100 000 \$ ;</li> <li>une somme de plus de 100 000 \$.</li> </ul>                                                                                                  |               | X  | X          | DRH      |           |                     |                                                                                                                  |
| 105.                        | Déterminer les mandats pour les négociations des conventions collectives locales, les arrangements locaux, et signer les conventions collectives locales et les arrangements locaux.                                                                                                                                              |               | X  |            |          |           |                     |                                                                                                                  |
| 106.                        | Nommer des responsables d'immeuble lorsque l'acte d'établissement met plus d'un immeuble à la disposition de l'établissement.                                                                                                                                                                                                     | LIP 41 et 100 |    |            |          | X         |                     |                                                                                                                  |

|                               | SUJETS                                                                                                                                                                                                   |                              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
| 107.                          | Nommer un responsable dans un établissement n'ayant qu'un immeuble à sa disposition et où il n'y a pas de directeur adjoint.                                                                             | LIP 41, 100, 211             |    |    |          | X         |                     |              |
| 108.                          | Conclure une entente avec tout établissement d'enseignement de niveau universitaire pour la formation des futurs enseignants et l'accompagnement des stagiaires ou des enseignants en début de carrière. | LIP 261.1                    |    |    | DRH      |           |                     |              |
| 109.                          | Autoriser le personnel du centre de services scolaire à participer à différentes activités de représentation du centre de services scolaire.                                                             |                              |    | X  |          |           |                     |              |
| <b>RESSOURCES FINANCIÈRES</b> |                                                                                                                                                                                                          |                              |    |    |          |           |                     |              |
| 110.                          | Adopter le budget du centre de services scolaire.                                                                                                                                                        | LIP 275, 275.1 276, 277, 278 | X  |    |          |           |                     |              |
| 111.                          | Approuver le budget des écoles et des centres.                                                                                                                                                           | LIP 276                      |    | X  |          |           |                     |              |
| 112.                          | Autoriser une école ou un centre, aux conditions qu'il détermine avant l'approbation de son budget, à engager des dépenses qui n'ont pas été approuvées.                                                 | LIP 276                      |    | X  |          |           |                     |              |
| 113.                          | Nommer un auditeur indépendant, qui produit un rapport de vérification sur les opérations financières du centre de services scolaire.                                                                    | LIP 284                      | X  |    |          |           |                     |              |
| 114.                          | Contracter les emprunts à long terme.                                                                                                                                                                    | LIP 288                      | X  |    |          |           |                     |              |
| 115.                          | Effectuer les emprunts temporaires selon les besoins du centre de services scolaire à l'intérieur des montants mensuels autorisés par le ministère de l'Éducation.                                       | LIP 288                      |    |    | DRF      |           |                     |              |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                  |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----|----|----------|-----------|---------------------|-------------------------------|
| 116. | Autoriser la fermeture et l'ouverture de tout compte bancaire et en désigner les signataires.                                                                                                                                                                                                                                                                           |              |    |    | DRF      |           |                     |                               |
| 117. | Choisir une institution financière.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |              |    | X  |          |           |                     |                               |
| 118. | Choisir la limite par réclamation en vertu du régime rétrospectif du centre de services des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.                                                                                                                                                                                                              |              |    |    | DRF      |           |                     | Avec la collaboration de DRH. |
| 119. | Conclure une entente avec le CGTSIM relative à la perception de la taxe scolaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                       | LIP 319      |    | X  |          |           |                     |                               |
| 120. | Vendre, soit à l'enchère, soit par vente privée, les immeubles acquis à l'enchère par le centre de services scolaire, qui n'ont pas été rachetés et qui ne sont pas requis pour la poursuite de ses activités.                                                                                                                                                          | LIP 344      |    | X  |          |           |                     |                               |
| 121. | Conclure, pour un immeuble qui peut être imposé à la fois par le centre de services scolaire et un autre centre de services scolaire qui a compétence sur le territoire, une entente avec cet autre centre de services scolaire sur les modalités de perception de la taxe imposée par chacun et déterminer conjointement la proportion de taxe à être versée à chacun. | LIP 304, 307 | X  |    |          |           |                     |                               |
| 122. | Inscrire une hypothèque légale immobilière sur l'immeuble assujéti à la taxe.                                                                                                                                                                                                                                                                                           | LIP 317.1    |    |    | DRF      |           |                     |                               |
| 123. | Enchérir et acquérir des immeubles mis en vente pour défaut de paiement de la taxe scolaire ou à toute vente de shérif ou à toute autre vente ayant l'effet d'une vente de shérif.                                                                                                                                                                                      | LIP 342      |    | X  |          |           |                     |                               |
| 124. | Radier les mauvaises créances pour un montant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ plus de 25 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 25 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 5 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                                                                                |              | X  | X  | DRF      |           |                     |                               |

|                               | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |               | CA | DG | SERVICES   | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                          | COMMENTAIRES                                                                                          |
|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|----|----|------------|-----------|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 125.                          | Intenter des actions pour le recouvrement des sommes dues au centre de services scolaire ou d'un chèque sans provision, notamment pour les taxes scolaires.                                                                                                                                                                                                                                  | LIP 318       |    |    | DRF        |           |                                              |                                                                                                       |
| 126.                          | Assurer la surveillance des élèves qui demeurent à l'école le midi selon les modalités convenues avec le conseil d'établissement et aux conditions financières que le centre de services scolaire détermine.                                                                                                                                                                                 | LIP 292       |    |    |            | X         |                                              | En conformité à la Politique sur la surveillance des dîneurs et de tout autre encadrement applicable. |
| 127.                          | Déterminer les contributions financières exigibles relativement aux services et aux biens pour lesquels le droit à la gratuité ne s'applique pas dans les établissements.                                                                                                                                                                                                                    | LIP 3, 7, 216 |    |    |            | X         |                                              | Avec le conseil d'établissement selon les encadrements applicables.                                   |
| 128.                          | Exiger une contribution financière pour un élève qui n'est pas un résident du Québec.                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | LIP 216       |    |    | DRF        |           |                                              | Droit de scolarité.                                                                                   |
| 129.                          | Sur demande d'un élève ou de ses parents, exempter celui-ci du paiement de la contribution financière exigible, pour des raisons humanitaires ou pour lui éviter un préjudice grave.                                                                                                                                                                                                         | LIP 216       |    |    |            | X         |                                              |                                                                                                       |
| 130.                          | Réclamer la valeur des biens mis à la disposition d'un élève, soit des parents de l'élève mineur, soit de l'élève majeur.                                                                                                                                                                                                                                                                    | LIP 18.2      |    |    |            | X         |                                              |                                                                                                       |
| <b>RESSOURCES MATÉRIELLES</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |               |    |    |            |           |                                              |                                                                                                       |
| 131.                          | <p>Conclure un contrat d'approvisionnement, incluant les contrats d'approvisionnement en matière de technologies de l'information, comportant une dépense de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$ ;</li> </ul><br><ul style="list-style-type: none"> <li>▪ moins de 100 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 25 000 \$.</li> </ul> | LIP 266       | X  | X  | DRMBC<br>X | X         | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Voir la définition à LCOP, 3 al. 1, par. 1 et al. 3.                                                  |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                       | CA | DG | SERVICES   | DIR. ÉTA.  | REDDITION DE COMPTE                          | COMMENTAIRES                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----|----|------------|------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 132. | <p>Conclure un contrat de services, incluant les contrats de services en matière de technologies de l'information, et confirmer que celui-ci n'a pas pour effet d'éluder les mesures de contrôle relatives aux effectifs prises en vertu de la LGCE, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>comportant une dépense de 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>comportant une dépense de moins de 2 000 000 \$ ;</li> <li>avec une personne autre qu'une personne physique comportant une dépense de moins de 25 000 \$ ;</li> <li>avec une personne physique et comportant une dépense de moins de 10 000 \$.</li> </ul> | LIP 255<br>LGCE<br>16 | X  | X  | X<br><br>X | X<br><br>X | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | <p>Voir la définition à la LCOP, 3 al. 1, par. 3 et al. 4 et l'article 2098 du <i>Code civil du Québec</i>.</p> <p>La LGCE prévoit un contrôle du nombre d'effectifs et l'interdiction de conclure un contrat de services dans le but d'éluder les dispositions de la loi.</p> |
| 133. | <p>Conclure un contrat de travaux de construction comportant une dépense de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>moins de 2 000 000 \$ ;</li> <li>moins de 100 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | LIP 266               | X  | X  | DRMBC      |            | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Voir la définition à la LCOP, 3 al. 1, par. 2.                                                                                                                                                                                                                                 |
| 134. | <p>Conclure un contrat de partenariat public-privé comportant une dépense de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>moins de 2 000 000 \$ ;</li> <li>moins de 100 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | LIP 255,<br>266       | X  | X  | DRMBC      |            | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Voir la définition à la LCOP, 3 al. 2, par. 1.                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                         | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                        | CA | DG | SERVICES   | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                          | COMMENTAIRES                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----|----|------------|-----------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 135.                                                                    | Conclure un contrat d'acquisition de biens ou de services sans dépense de fonds publics.                                                                                                                                                                                                                                                                   | LIP 266                |    |    | DRMBC      | X         |                                              |                                                                                                                                                                                             |
| 136.                                                                    | Conclure à titre de locataire un contrat de location d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble pour un montant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 100 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 25 000 \$</li> </ul>                                                            | LIP 266                | X  | X  | DRMBC<br>X | X         | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) |                                                                                                                                                                                             |
| <b>Fonctions du dirigeant de l'organisme public en vertu de la LCOP</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                        |    |    |            |           |                                              |                                                                                                                                                                                             |
| 137.                                                                    | Désigner un responsable de l'application des règles contractuelles (RARC).                                                                                                                                                                                                                                                                                 | LCOP 21.0.1            | X  |    |            |           |                                              | Compte tenu du rôle et des responsabilités du RARC, notamment celui de surveillance de l'ensemble des membres du personnel qui œuvre dans les contrats publics, dont la Direction générale. |
| 138.                                                                    | Autoriser la conclusion d'un contrat lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif ou de la valeur artistique, patrimoniale ou muséologique du bien ou du service requis : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$.</li> </ul> | LCOP 13, al. 1, par. 2 | X  | X  |            |           | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public.                                                                                                        |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                        | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                          | COMMENTAIRES                                                                         |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|----|----|----------|-----------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| 139. | Autoriser la conclusion d'un contrat lorsqu'il s'agit d'une question de nature confidentielle ou protégée : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                    | LCOP 13, al. 1, par. 3 | X  | X  |          |           | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public. |
| 140. | Autoriser la conclusion d'un contrat pour lequel un appel d'offres public ne servirait pas l'intérêt public : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                  | LCOP 13, al. 1, par. 4 | X  | X  |          |           | X<br>(de 500 000 \$ à moins de 2 000 000 \$) | Contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public. |
| 141. | Autoriser, dans le cas d'un contrat visé par la LCOP qui comporte une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification accessoire qui occasionne une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant initial du contrat, ou déléguer ce pouvoir par tranche maximale successive de 10 % du montant initial. | LCOP 17 al. 2          |    | X  |          |           |                                              |                                                                                      |
| 142. | Autoriser, dans le cas d'un contrat visé par la LCOP qui comporte une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, une modification accessoire qui occasionne une dépense supplémentaire jusqu'à concurrence de 10 % du montant initial du contrat.                                                                        | LCOP 17 al. 2          |    |    | DRMBC    |           |                                              |                                                                                      |

|                                                                                           | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| 143.                                                                                      | Autoriser la conclusion d'un contrat avec une entreprise non autorisée si celle-ci n'a pas d'établissement au Québec et si le contrat doit s'exécuter à l'extérieur du Québec : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ de 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ du seuil d'appel d'offres public à moins de 2 000 000 \$.</li> </ul>                                                                | LCOP 21.21                                   | X  | X  |          |           |                     |                                                                             |
| 144.                                                                                      | Autoriser la conclusion d'un contrat avec une entreprise inadmissible aux contrats publics ou d'une sous-traitance rattachée directement à un contrat public avec une entreprise inadmissible aux contrats publics, lorsqu'il y a urgence et que la sécurité des personnes ou des biens est en cause.                                                                                             | LCOP 25.0.3, al. 2                           |    | X  |          |           |                     |                                                                             |
| 145.                                                                                      | Autoriser la conclusion d'un contrat ou d'un sous-contrat rattaché directement à un contrat public avec une entreprise qui ne détient pas une autorisation de contracter, lorsqu'il y a urgence et que la sécurité des personnes ou des biens est en cause.                                                                                                                                       | LCOP 25.0.3, al. 2 et 3                      |    | X  |          |           |                     |                                                                             |
| 146.                                                                                      | Fournir au président du Conseil du trésor les informations de reddition de comptes considérées nécessaires à la production du rapport sur l'application de la LCOP ou toute autre information nécessaire à la reddition de comptes en vertu de la LCOP, sa réglementation ou les directives, le cas échéant, et procéder à la déclaration attestant de la fiabilité des données et des contrôles. | LCOP 22.1<br>DRC 8                           |    | X  |          |           |                     | Pour la forme et les modalités de la déclaration du dirigeant, voir la DRC. |
| <b>Fonctions du dirigeant de l'organisme public en vertu du RCA, RCS, RCTC et du RCTI</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                              |    |    |          |           |                     |                                                                             |
| 147.                                                                                      | Désigner les membres du comité constitué pour analyser une soumission dont le prix est anormalement bas.                                                                                                                                                                                                                                                                                          | RCA 15.4<br>RCS 29.3<br>RCTC 18.4<br>RCTI 35 |    | X  |          |           |                     |                                                                             |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                        | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                                | COMMENTAIRES                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----|----|----------|-----------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 148. | Recevoir un exemplaire du rapport du comité chargé d'analyser une soumission dont le prix est anormalement bas et, le cas échéant, autoriser le rejet d'une soumission dont le prix est anormalement bas.                                                                                                                                                                                                 | RCA<br>15.8<br>RCS<br>29.7<br>RCTC<br>18.8<br>RCTI 39  |    | X  |          |           |                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 149. | Autoriser le lancement d'un appel d'offres public relatif à un contrat d'approvisionnement à commandes, incluant un contrat à commandes en matière de technologies de l'information, avec plusieurs fournisseurs comprenant une règle d'adjudication permettant l'octroi d'une commande à l'un ou l'autre des fournisseurs retenus, dont le prix soumis n'excède pas de plus de 10 % le prix le plus bas. | RCA<br>18 al. 2<br>RCTI<br>43 al. 2                    |    | X  |          |           |                                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 150. | Autoriser la conclusion d'un contrat d'approvisionnement ou d'un contrat de services de nature répétitive, incluant en matière de technologies de l'information, dont la durée prévue, incluant tout renouvellement, est supérieure à 3 ans, comportant une dépense de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$.</li> </ul>                     | RCA<br>33 al. 1<br>RCS<br>46 al. 1<br>RCTI<br>57 al. 1 | X  | X  |          |           | X<br>(de 500 000 \$<br>à moins de<br>2 000 000 \$) | Maximum de 5 ans pour les contrats d'approvisionnement à commandes et les contrats des services à exécution sur demande, incluant ceux en matière de technologies de l'information.<br><br>L'autorisation de prévoir une durée, incluant tout renouvellement, supérieure à 3 ans, est autorisée préalablement par la Direction générale. |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                          | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                                          | COMMENTAIRES |
|------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|----|----|----------|-----------|--------------------------------------------------------------|--------------|
| 151. | <p>Autoriser la conclusion d'un contrat comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public, si un seul soumissionnaire a présenté une soumission conforme ou si un seul soumissionnaire a présenté une soumission acceptable, comportant une dépense :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ de 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ du seuil d'appel d'offres public à moins de 2 000 000 \$.</li> </ul> | <p>RCA<br/>33 al. 2<br/>RCS<br/>46 al. 2<br/>RCTC<br/>39 al. 2<br/>RCTI<br/>57 al. 2</p> | X  | X  |          |           | <p>X<br/>(de 500 000 \$<br/>à moins de<br/>2 000 000 \$)</p> |              |
| 152. | Maintenir ou non l'évaluation du rendement d'un fournisseur, d'un prestataire de services ou d'un entrepreneur et l'en informer.                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>RCA 45<br/>RCS 58<br/>RCTC<br/>58<br/>RCTI<br/>82 al. 2</p>                           |    | X  |          |           |                                                              |              |
| 153. | Autoriser la publication d'un avis d'appel d'offres pour un contrat de construction lorsque la période de validité des soumissions est supérieure à 45 jours.                                                                                                                                                                                                                                                                          | <p>RCTC<br/>39 al. 1</p>                                                                 |    | X  |          |           |                                                              |              |
| 154. | Mandater le représentant du centre de services pour procéder à la médiation prévue au processus de règlement des différends.                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p>RCTC<br/>51</p>                                                                       |    | X  |          |           |                                                              |              |
| 155. | Autoriser le lancement d'un appel d'offres comportant un dialogue compétitif en matière de technologies de l'information.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <p>RCTI 19</p>                                                                           |    | X  |          |           |                                                              |              |
| 156. | Autoriser la poursuite de la procédure d'appel d'offres lorsque, dans le cadre d'un dialogue compétitif, seulement deux soumissionnaires satisfont aux critères de sélection.                                                                                                                                                                                                                                                          | <p>RCTI<br/>20 al. 3</p>                                                                 |    | X  |          |           |                                                              |              |

|                                                                        | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                             | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE                                | COMMENTAIRES |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----|----|----------|-----------|----------------------------------------------------|--------------|
| 157.                                                                   | Autoriser que la détermination du bien ou du service le plus avantageux soit effectuée sur des critères autres que le prix, dans le cadre de la conclusion de gré à gré d'un contrat de biens ou de services infonuagiques avec un fournisseur ou un prestataire de services ayant conclu une entente-cadre avec l'organisme d'acquisitions gouvernementales.                     | RCTI<br>48 al. 2,<br>par. 2 |    | X  |          |           |                                                    |              |
| 158.                                                                   | Transmettre à l'organisme d'acquisitions gouvernementales l'évaluation du rendement du fournisseur ou du prestataire de services dans le cadre d'un contrat concernant l'acquisition de biens ou de services infonuagiques conclu de gré à gré avec un fournisseur ou un prestataire de services ayant conclu une entente-cadre avec l'organisme d'acquisitions gouvernementales. | RCTI<br>82 al. 3            |    | X  |          |           |                                                    |              |
| <b>Fonctions du dirigeant de l'organisme public en vertu de la DGC</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                             |    |    |          |           |                                                    |              |
| 159.                                                                   | Autoriser le centre de services scolaire à se joindre à un achat regroupé en cours d'exécution de contrat comportant une dépense de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$.</li> </ul>                                                                                                                                | DGC<br>3.5                  | X  | X  |          |           | X<br>(de 500 000 \$<br>à moins de<br>2 000 000 \$) |              |
| 160.                                                                   | Autoriser le centre de services scolaire à participer à un achat regroupé pour l'octroi d'un contrat comportant une dépense de : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 000 000 \$ et plus ;</li> <li>▪ moins de 2 000 000 \$ ;</li> <li>▪ moins de 100 000 \$.</li> </ul>                                                                                                    |                             | X  | X  | DRMBC    |           | X<br>(de 500 000 \$<br>à moins de<br>2 000 000 \$) |              |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                     | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                  |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|-------------------------------|
| 161. | Limiter la portée de la licence d'un prestataire de services dans un contrat visant le développement d'un programme d'ordinateur.                                                                                                                                                             | DGC 3.10 al. 2      |    | X  |          |           |                     |                               |
| 162. | Exiger une cession de droit d'auteur du prestataire de services dans un contrat visant le développement d'un programme d'ordinateur et, le cas échéant, refuser d'accorder une licence de droits d'auteur à ce prestataire.                                                                   | DGC 3.11 al. 1 et 3 |    | X  |          |           |                     |                               |
| 163. | Autoriser une dérogation à l'exigence de conclure un contrat de services professionnels en technologie de l'information avec un prestataire de services titulaire d'un certificat d'enregistrement ISO 9001 : 2015.                                                                           | DGC 6               |    | X  |          |           |                     |                               |
| 164. | Désigner la ou les personnes pouvant agir à titre de secrétaire de comité de sélection.                                                                                                                                                                                                       | DGC 8 par. 2        |    | X  |          |           |                     |                               |
| 165. | Nommer les membres d'un comité de sélection et veiller à la rotation de personnes qu'ils désignent à cette fin.                                                                                                                                                                               | DGC 8 par. 7        |    | X  |          |           |                     | Ou la personne qu'il désigne. |
| 166. | Autoriser une dérogation aux modalités liées au fonctionnement d'un comité de sélection, lorsque permis par la DGC.                                                                                                                                                                           | DGC 8 par. 10       |    | X  |          |           |                     |                               |
| 167. | Autoriser l'acquisition de gré à gré d'un bien via une place de marché en ligne.                                                                                                                                                                                                              | DGC 13.1.1 al.1     |    | X  |          |           |                     |                               |
| 168. | Autoriser la conclusion d'un contrat ou de tout nouveau contrat avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle lorsque la somme de la dépense de ce contrat et des dépenses des contrats successifs antérieurs conclus avec cette personne est de 50 000 \$ ou plus. | DGC 16 al. 1 et 2   |    | X  |          |           |                     |                               |

|                                                                         | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |              | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
| 169.                                                                    | Autoriser, dans le cas d'un contrat conclu avec une personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle et comportant une dépense égale ou supérieure à 50 000 \$, une modification accessoire qui occasionne une dépense supplémentaire, ou déléguer ce pouvoir par tranche maximale successive de 10 % du montant initial.                                                                       | DGC 18 al. 2 |    | X  |          |           |                     |              |
| <b>Fonctions du dirigeant de l'organisme public en vertu de la DCGR</b> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |              |    |    |          |           |                     |              |
| 170.                                                                    | Concevoir et mettre en place le cadre organisationnel de gestion des risques en matière de corruption et de collusion dans les processus de gestion contractuelle du centre de services scolaire, s'assurer qu'il s'applique à toutes les étapes du processus de gestion contractuelle, de sa révision, de sa mise à jour et prévoit les ressources nécessaires à sa mise en place, en conformité de la DCGR. | DCGR 3       |    | X  |          |           |                     |              |
| 171.                                                                    | Transmettre le plan annuel de gestion des risques du centre de services scolaire ainsi que tout autre document afférent au président du Conseil du trésor.                                                                                                                                                                                                                                                    | DCGR 5       |    | X  |          |           |                     |              |
| 172.                                                                    | Approuver le rapport de surveillance et de revue du cadre organisationnel de gestion des risques en matière de corruption et de collusion dans les processus de gestion contractuelle du centre de services scolaire.                                                                                                                                                                                         | DCGR 6       |    | X  |          |           |                     |              |
| 173.                                                                    | Transmettre le rapport de surveillance et de revue du cadre organisationnel de gestion des risques en matière de corruption et de collusion dans les processus de gestion contractuelle du centre de services scolaire ainsi que tout autre document afférent au président du Conseil du trésor.                                                                                                              | DCGR 7       |    | X  |          |           |                     |              |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                       | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
|      | <b>Fonctions du dirigeant de l'organisme public en vertu de la LAMP</b>                                                                                                                                                                                                                                |                       |    |    |          |           |                     |              |
| 174. | Recevoir la décision ou les recommandations de l'Autorité des marchés publics à la suite d'une vérification ou d'une enquête, ou à la suite d'une plainte de représailles.                                                                                                                             | LAMP 30, 31, 51 et 65 | X  |    |          |           |                     |              |
| 175. | Présenter les observations à l'Autorité des marchés publics à la suite d'une plainte.                                                                                                                                                                                                                  | LAMP 45 al. 1, par. 3 |    | X  |          |           |                     |              |
| 176. | Recevoir de l'Autorité des marchés publics, les motifs qui justifient son intervention, ou à la suite d'une communication de renseignements, son examen à l'égard d'un processus d'adjudication, d'attribution, ou de l'exécution d'un contrat public, et son invitation à présenter ses observations. | LAMP 54, 59           |    | X  |          |           |                     |              |
|      | <b>Gestion des immeubles et des biens</b>                                                                                                                                                                                                                                                              |                       |    |    |          |           |                     |              |
| 177. | Établir annuellement un plan triennal de répartition et de destination de ses immeubles.                                                                                                                                                                                                               | LIP 211               | X  |    |          |           |                     |              |
| 178. | Autoriser toute entente du conseil d'établissement pour l'utilisation des locaux ou immeubles mis à la disposition de l'école ou du centre si l'entente est de plus d'un an.                                                                                                                           | LIP 93, 110.4         |    |    | DSGC     |           |                     |              |
| 179. | Approuver la liste des projets à caractère physique (travaux de construction).                                                                                                                                                                                                                         | LIP 266               | X  |    |          |           |                     |              |
| 180. | Approuver les plans et devis de professionnels engagés pour des contrats de travaux de construction.                                                                                                                                                                                                   | LIP 266               |    |    | DRMBC    |           |                     |              |
| 181. | Sous réserve de ce qui est expressément prévu ci-après et d'une autorisation du ministre, lorsque requise, acquérir, hypothéquer, aliéner, échanger ou exproprier un immeuble, consentir un droit réel immobilier sur un immeuble appartenant au centre de services scolaire.                          | LIP 266, 272, 273     | X  |    |          |           |                     |              |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                                                                    |           | CA | DG | SERVICES     | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES                         |
|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----|----|--------------|-----------|---------------------|--------------------------------------|
| 182. | Octroyer une servitude :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>aux fins d'un service public, sans qu'une compensation financière soit demandée ;</li> <li>à toutes autres fins.</li> </ul>                                                            |           |    | X  | DRMBC        |           |                     |                                      |
| 183. | Prêter ou louer un immeuble ou un local appartenant au centre de services, sous réserve du droit des écoles ou des centres, quant aux immeubles mis à leur disposition dans le plan triennal de destinations des immeubles et les actes d'établissements. | LIP 266   |    |    | DRMBC        |           |                     |                                      |
| 184. | Prêter ou louer les biens meubles :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>d'un établissement ;</li> <li>du centre administratif.</li> </ul>                                                                                                           | LIP 266   |    |    | DRMBC        | X         |                     |                                      |
| 185. | Vendre ou autrement disposer des biens meubles du centre de services d'une valeur de :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>50 000 \$ et plus ;</li> <li>5 000 \$ à moins de 50 000 \$ ;</li> <li>moins de 5 000 \$.</li> </ul>                      |           |    | X  | DRMBC        | X         |                     |                                      |
| 186. | Accepter gratuitement des biens pour et à l'acquis du centre de services.                                                                                                                                                                                 |           |    |    | DRMBC<br>DTI | X         |                     | Chacun dans son champ de compétence. |
| 187. | Adopter une prévision des besoins d'espace.                                                                                                                                                                                                               | LIP 272.3 | X  |    |              |           |                     |                                      |
| 188. | Requérir d'une municipalité locale qu'elle lui cède, à titre gratuit, un immeuble aux fins de la construction ou de l'agrandissement d'une école ou d'un centre.                                                                                          | LIP 272.2 | X  |    |              |           |                     |                                      |
| 189. | Transmettre aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté dont le territoire est entièrement ou partiellement compris dans le sien, une prévision de ses besoins d'espace conforme au règlement du ministre.                         | LIP 272.3 |    | X  |              |           |                     |                                      |

|      | SUJETS                                                                                                                                                                                                            |                         | CA | DG | SERVICES | DIR. ÉTA. | REDDITION DE COMPTE | COMMENTAIRES |
|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----|----|----------|-----------|---------------------|--------------|
| 190. | Adopter le projet de planification des besoins d'espaces et le transmettre au ministre, et aux municipalités locales et régionales de comté en conformité de la LIP.                                              | LIP 272.5, 272.8, 272.9 | X  |    |          |           |                     |              |
| 191. | Adopter la planification de ses besoins d'espace.                                                                                                                                                                 | LIP 272.6               | X  |    |          |           |                     |              |
| 192. | Convenir avec une municipalité d'un délai autre que celui de deux ans suivant la prise d'effet de la planification pour la cession d'un immeuble.                                                                 | LIP 272.10, al. 4       |    | X  |          |           |                     |              |
| 193. | Convenir avec une municipalité de la cession d'un immeuble qui n'est pas conforme aux caractéristiques énoncées à la planification des besoins d'espace du centre de services scolaire.                           | LIP 272.10, al. 5       | X  |    |          |           |                     |              |
| 194. | Assurer les biens du centre de services scolaire et sa responsabilité civile de même que celle des membres du conseil d'administration, des conseils d'établissement, de ses comités et des membres du personnel. | LIP 178, 270            |    | X  |          |           |                     |              |